



En ce moment je travaille sur :

La nouvelle procédure de référendum d'initiative partagée.

Le projet de loi a été examiné en commission le 16 novembre, soit près d'un an après son dépôt. Il était temps ! Hélas, le dispositif envisagé paraît passablement verrouillé : à l'origine, une proposition de loi présentée par au moins 1/5e des parlementaires, qui doit ensuite passer plusieurs filtres dont celui du Conseil constitutionnel et recueillir le soutien d'au moins 4,5 millions d'électeurs. De fait, l'initiative s'avère effectivement plus partagée que populaire !

Les habitats légers de loisirs et l'hébergement de plein air.

Le sujet est moins anecdotique qu'il n'y paraît ! Il suffit, pour s'en convaincre, de constater le nombre croissant de litiges, en Bretagne, générés par l'usage de mobile-homes. Une proposition de loi est à l'étude à l'Assemblée, qui vise justement à clarifier juridiquement la situation dans ce domaine. Elle entend entre autres encadrer les contrats qui lient les gestionnaires de campings aux propriétaires de mobile-homes, et éviter à ceux-ci de se trouver soumis à des clauses abusives.

J'ai récemment voté :



Contre le projet de loi de finances pour 2012. Il a été adopté alors même qu'un nouveau collectif budgétaire vient substantiellement en modifier les grandes lignes... Bravo pour la cohérence ! Sur le fond, c'est un budget d'austérité. Austérité du côté des dépenses avec des coupes touchant toutes les politiques, austérité du côté des recettes avec un foisonnement de nouveaux prélèvements : hausse de la CSG, taxes sur les mutuelles, sur les produits sucrés... Pourquoi n'avoir pas plutôt supprimé certaines niches fiscales injustes et inefficaces ?

Pour la proposition de loi, déposée par mon groupe, relative à l'amélioration de l'indemnisation des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles. Il s'agissait de remédier à certaines carences bien identifiées. Ainsi, nous préconisons notamment une amélioration du mode d'indemnisation des victimes en général, en particulier de celles confrontées à un taux d'incapacité permanente. Evidemment la majorité s'y est opposée, bien que plusieurs de ses membres aient déposé un texte très comparable au nôtre en juin dernier !





Je viens d'interpeller le gouvernement :

David Douillet,

Ministre des Sports, concernant les difficultés rencontrées par la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT). Selon son comité finistérien, le gouvernement aurait déjà bloqué une subvention de 273 000 euros et menacerait de rompre la convention d'objectifs qui le lie à cet organisme. Son crime ? Refuser de transmettre à l'Etat le fichier de ses licenciés sans les avoir avertis au préalable... J'invite le ministre à faire preuve d'un peu de compréhension.

Valérie Pécresse,

Ministre du Budget, sur le devenir de la brigade des douanes de Quimper, dont le gouvernement envisage la fermeture. Je me suis procuré son bilan d'activité pour les trois premiers trimestres 2011 et il s'avère remarquable, alors même que l'unité ne compte plus que 9 agents contre 23 à Lorient ou 25 à Brest. J'indique à la ministre qu'il serait inconcevable de se passer d'un service dont le « rendement » est sans équivalent en Bretagne occidentale.



Les ministres m'ont répondu :

Marc Laffineur,

Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants, à propos du nécessaire alignement des indices des pensions militaires d'invalidité de certains grades des armées de terre, de l'air et de la gendarmerie sur ceux plus avantageux en vigueur dans la marine. Le secrétaire d'Etat reconnaît l'injustice et se prononce pour la promulgation d'une loi qui viendrait la corriger. Toutefois, ajoute-t-il, le contexte budgétaire ne permet pas de l'envisager pour 2012...

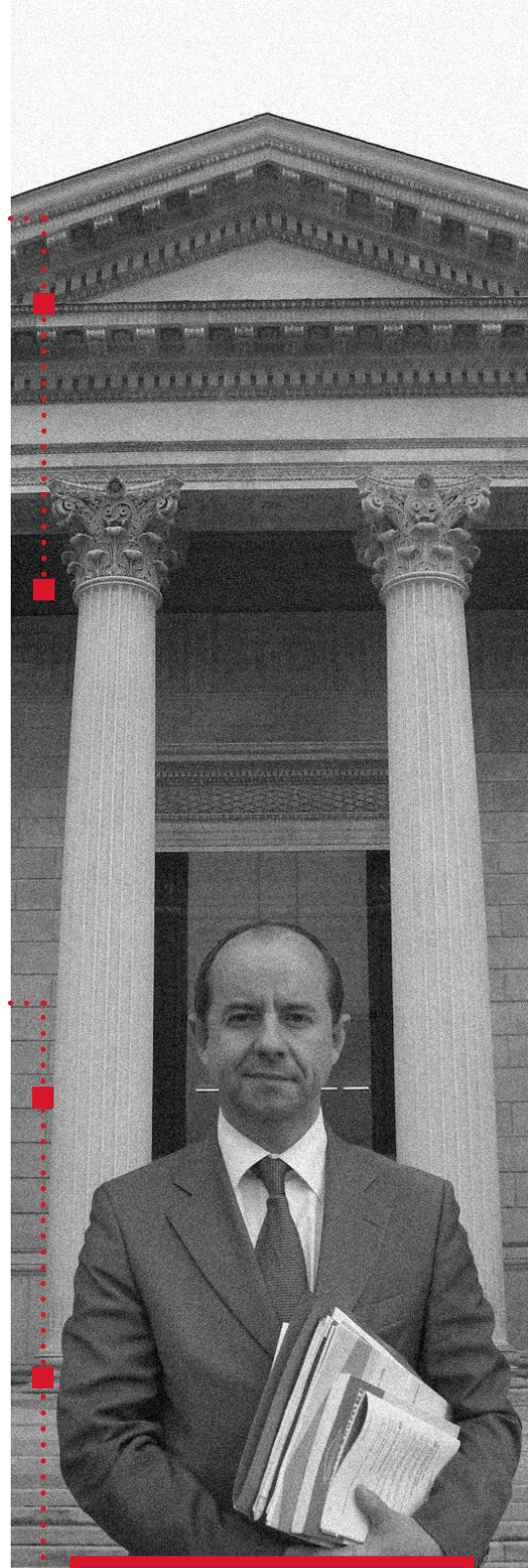
Benoist Apparu,

Secrétaire d'Etat au Logement, sur les édifiants résultats d'une enquête récemment menée par l'UFC-Que Choisir de Brest, qui révèle les pratiques commerciales douteuses de certaines agences immobilières. B. Apparu en convient, soulignant le « taux infractionnel élevé » relevé dans ce secteur, notamment sur le marché locatif. Diverses mesures, législatives et réglementaires, sont à l'étude en vue de remédier à ces abus. Ne tardons pas à les prendre !

Bruno Le Maire,

Ministre de l'Agriculture, concernant l'insuffisante prise en compte des problématiques inhérentes à la filière ostréicole, dont on sait le poids qu'elle représente en Bretagne, dans le projet de réforme de la politique commune de la pêche (PCP). Le ministre concède le manque d'ambition du document en la matière, et se dit favorable à l'extension de certains dispositifs de soutien prévus par la PAC aux entreprises aquacoles. Reste à convaincre la Commission...

**Toutes les réponses sont disponibles auprès de mon secrétariat :
contact@urvoas.org ou 02 98 95 69 80**



LES COORDONNÉES DE MON SECRÉTARIAT

8/10, Place de la Tourbie,
29000 Quimper.
Tél. : 02 98 95 69 80
Fax. : 02 98 95 01 30

Mail
contact@urvoas.org

Blog personnel
www.urvoas.org

Blog parlementaire
<http://assemblee.blogs.liberation.fr/urvoas/>

MES COLLABORATEURS :

- À Quimper, le secrétariat est assuré par Morgane Conan. Renée Fily s'occupe des interventions individuelles (renee.fily@urvoas.org) et Alain Tanguy des dossiers de la circonscription (syndicats, associations, collectivités) (alain.tanguy@urvoas.org).
- À Paris, Nicolas Vignolles prépare et suit les débats de la commission des lois (jjurvoas@assemblee-nationale.fr).